

Arrêt

n° 318 237 du 10 décembre 2024
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître A. LEMAIRE
Rue Piers 39
1080 BRUXELLES

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 27 février 2024 par X, qui déclare être de nationalité camerounaise, contre la décision de la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, prise le 30 janvier 2024.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 15 avril 2024 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 29 avril 2024.

Vu l'ordonnance du 6 septembre 2024 convoquant les parties à l'audience du 11 octobre 2024.

Entendu, en son rapport, J.-F. HAYEZ, président de chambre.

Entendu, en ses observations, la partie requérante assistée par Me L. LAMBOT *loco* Me A. LEMAIRE, avocat.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après « Conseil ») constate l'absence de la partie défenderesse à l'audience.

En l'espèce, l'article 39/59, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, dispose comme suit :

« Toutes les parties comparaissent ou sont représentées à l'audience.

Lorsque la partie requérante ne comparaît pas, ni n'est représentée, la requête est rejetée. Les autres parties qui ne comparaissent ni ne sont représentées sont censées acquiescer à la demande ou au recours. [...] ».

Cette disposition ne contraint pas le juge, qui constate le défaut de la partie défenderesse à l'audience, à accueillir toute demande ou tout recours (en ce sens : C.E. (11^e ch.), 17 mars 2011, E. Y. A., inéd., n° 212.095). L'acquiescement présumé dans le chef de la partie concernée ne suffit en effet pas à établir le bienfondé même de la demande de protection internationale de la partie requérante. Il ne saurait pas

davantage lier le Conseil dans l'exercice de la compétence de pleine juridiction que lui confère à cet égard l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Il en résulte que, comme tel, le refus de la partie défenderesse de comparaître à l'audience ne peut être sanctionné par le Conseil, auquel il incombe de se prononcer sur le bienfondé de la demande de protection internationale de la partie requérante, en se basant à cet effet sur tous les éléments du dossier qui lui sont communiqués par les parties, sans être tenu par les motifs de l'ordonnance prise sur la base de l'article 39/73 précité.

Il n'en demeure pas moins que l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 ne dispense pas la partie défenderesse de comparaître à l'audience, quand bien même elle n'aurait pas elle-même demandé à être entendue, audience au cours de laquelle elle pourrait notamment être amenée à fournir au Conseil des éclaircissements rendus nécessaires par la tournure des débats ou à répliquer aux éléments nouveaux invoqués par la partie requérante conformément à l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Dans la mesure où ce refus de comparaître empêcherait le Conseil, qui ne dispose d'aucun pouvoir d'instruction, de se prononcer en toute connaissance de cause, le Conseil n'aurait alors d'autre choix que celui d'ordonner à la partie défenderesse d'examiner ces éléments nouveaux et de lui transmettre un rapport écrit dans les huit jours, conformément à l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 ou, éventuellement, d'annuler la décision attaquée.

2. Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire, prise par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, qui résume les faits de la cause comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité camerounaise, d'ethnie bafia et de religion chrétienne. Vous êtes né le [...] 1998, à Douala, au Cameroun.

Vous vivez à Douala jusqu'à vos 9 ans. Après cela, vous vivez à Souza avec votre sœur, avant de déménager pour Djoumbé vers 12 ans. A Djoumbé, vous vivez avec votre sœur avant qu'elle décide de vous renvoyer chez vos parents à Kompina, alors que vous avez 14 ans. A 15 ans, vous quittez Kompina pour Tiko, dans le sud-ouest du Cameroun.

A Tiko, en 2013, vous souhaitez mener une vie plus libre et vous essayez de rejoindre un centre de formation de football. Cependant, vous n'y arrivez pas car cela nécessite un minimum d'argent. Vous décidez alors de jouer dans la rue et de vous débrouiller afin de vous en sortir. Vous restez à Tiko, en région anglophone entre un an et demi et deux ans. Là-bas, vous faites la connaissance de jeunes anglophones qui parlent le Pidjin. Pendant que vous les fréquentez, vous réalisez que ceux-ci sont délinquant, organisant notamment des vols à main armée.

Finalement, décidez de rentrer à Kompani, vers 2015. Là-bas, vous participez à un championnat de football, appelé le championnat de grandes vacances. Un jour, vous participez à un match de football, en compagnie de vos amis anglophones contre une équipe de militaires. Durant le match, une bagarre éclate entre un militaire et un jeune anglophone qui vient de Tiko. A ce moment-là, le jeune de Tiko sort un fusil et vise le militaire, mais tue finalement un civil. A ce moment-là, les militaires présentes décident d'aller chercher du renfort et vous décidez de vous en fuir. A ce moment-là, la gendarmerie décide de vous rechercher car vous fréquentez ces anglophones et vous parlez français. En apprenant que la gendarmerie vous cherche, vous décidez de fuir votre domicile et de quitter le Cameroun. Vous fuyez le Cameroun entre 2014 et 2015.

Durant votre itinéraire d'environ quatre années, vous passez par le Nigéria, le Ghana, Le Bénin, le Niger, l'Algérie, le Maroc, l'Espagne et la France. Vous passez huit mois au Bénin, deux années au Niger, et plus d'un an en Algérie. Durant votre passage dans ces pays, vous vivez avec des faux papiers. Durant votre trajet, vous apprenez que l'on vous en veut encore.

Vous arrivez en Belgique le 1^{er} novembre 2018. Vous introduisez votre demande de protection le 17 août 2021. Vous avez un enfant aux Pays-Bas, puis un enfant en Belgique de deux femmes différentes.

A l'appui de votre demande de protection internationale, vous déposez une copie de votre passeport délivré le 19 janvier 2021 en Belgique ainsi qu'un acte de naissance. »

3. Dans le cadre du présent recours introduit devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé « le Conseil »), la partie requérante n'apporte pas d'élément utile différent quant à l'exposé des faits figurant dans la décision attaquée¹.

4. La partie défenderesse rejette la demande de protection internationale du requérant pour différents motifs tenant principalement à l'absence de crédibilité des faits invoqués et à l'absence de fondement des craintes exposées. A cet effet, elle fait notamment valoir les motifs suivants :

- le requérant a obtenu un passeport camerounais le 19 janvier 2021 auprès de l'ambassade du Cameroun en Belgique ; cette démarche entre en contradiction avec l'existence, dans son chef, d'une crainte fondée de persécution à l'égard des autorités camerounaises ;
- la requérant a introduit tardivement sa demande de protection internationale, plus de trois ans après son arrivée en Belgique ; les explications livrées à cet égard ne sont pas satisfaisantes de sorte que ce comportement est incompatible avec l'existence, dans son chef, d'une crainte fondée de persécution ;
- la bagarre ayant engendré la fuite du requérant relève d'un fait de droit commun et n'est pas liée au conflit qui sévit dans la zone anglophone ; le requérant n'a jamais été invité à rejoindre un groupe d'ambazoniens et n'a pas démontré que son groupe d'amis anglophones serait réellement impliqué en politique ; le requérant n'a été que témoin des faits et n'a jamais participé à cette bagarre ;
- le fait que le requérant soit recherché par ses autorités parce qu'il a été témoin d'un crime grave ne peut être constitutif d'une crainte fondée de persécution et ne peut justifier, dans son chef, un besoin de protection internationale, celle-ci ne pouvant servir à soustraire celui qui la sollicite à la justice de son pays d'origine ;
- les propos du requérant quant aux menaces qui pèsent sur ses épaules ainsi que sur celles de sa famille de la part des proches des amazoniens arrêtés sont flous, inconsistants et évasifs ; les recherches supposément lancées à son encontre ne sont pas établies et ses déclarations ne permettent pas plus de croire que le requérant serait actuellement recherché par ces personnes ;
- sous l'angle de la protection subsidiaire, il n'existe pas actuellement de situation de violence aveugle dans la zone francophone du Cameroun, en particulier à Douala, où le requérant est né et où réside encore son frère, ainsi qu'à Kompina, où le requérant a établi sa dernière résidence ;
- les documents déposés ne permettent pas une autre appréciation.

En conséquence, la partie défenderesse considère que le requérant n'avance pas d'éléments suffisants permettant de considérer qu'il existe, dans son chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après dénommée « Convention de Genève ») ou des motifs sérieux et avérés indiquant qu'il encourt un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

5. S'agissant de la charge de la preuve, le Conseil souligne qu'en application de l'article 48/6, § 1^{er}, première phrase, et § 4, de la loi du 15 décembre 1980, lu notamment au regard de l'article 4, § 1^{er}, de la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte), s'il revient, au premier chef, au demandeur de protection internationale de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder à l'examen de sa demande, l'autorité compétente, en l'occurrence la Commissaire générale, a pour tâche d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur de protection internationale ; pour ce faire, elle doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur, et ce conformément à l'article 48/6, § 5, a à d, de la loi du 15 décembre 1980 (voy. dans le même sens l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017).

¹ Requête, pp. 2 et 3

Par ailleurs, l'obligation de motivation de la Commissaire générale ne la contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincue qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il encourt un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

Enfin, dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger *in fine* sur l'existence d'une crainte d'être persécuté ou d'un risque de subir des atteintes graves qui pourraient être établis à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

6. En l'espèce, le Conseil constate que la décision attaquée développe les motifs qui l'amènent à rejeter la demande de protection internationale du requérant. Cette motivation est claire et permet à la partie requérante de comprendre les raisons de ce rejet. La décision est donc formellement motivée conformément à l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et aux articles 2 et 3 de la loi du 21 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

7. Quant au fond, le Conseil relève d'emblée qu'il ne se rallie pas au motif de la décision attaquée qui fait valoir que l'entièreté du récit d'asile du requérant relève de la sphère du droit commun. Le Conseil estime en effet que cette position, outre qu'elle est contestable, manque en tout état de cause de pertinence dès lors que la question centrale en l'espèce n'est pas celle du rattachement des faits invoqués aux critères déterminés par la Convention de Genève pour se voir reconnaître la qualité de réfugié mais porte avant tout sur l'établissement des faits invoqués par le requérant à l'appui de sa demande de protection internationale et sur la crédibilité de son récit d'asile afin de déterminer si ses craintes de persécution sont fondées.

Or, à cet égard, le Conseil se rallie à tous les autres motifs de la décision attaquée qui mettent directement en cause l'établissement des faits et la crédibilité du récit d'asile invoqué, lesquels se vérifient à la lecture du dossier administratif, sont pertinents, et suffisent à fonder la décision de refus prise par la partie défenderesse.

En particulier, le Conseil constate qu'aucun élément important du récit n'est étayé par le moindre commencement de preuve. En effet, le requérant ne dépose aucun élément probant relatif au tournoi de football qu'il prétend avoir organisé, au fait qu'il aurait invité des amis à jouer contre des militaires, à la circonstance que lesdits amis étaient ambazoniens et au fait qu'un civil aurait été tué et un autre blessé au cours d'une bagarre survenue lors de ce tournoi. Le requérant ne dépose pas non plus de preuves des arrestations par la police de plusieurs jeunes anglophones, du fait que certains d'entre eux sont toujours incarcérés et des recherches supposément lancées à son encontre par les autorités camerounaises ou par les proches des jeunes anglophones arrêtés.

Dès lors que le requérant ne s'est pas réellement efforcé d'étayer sa demande afin d'établir la réalité des faits qui la sous-tendent et qu'il ne fournit pas la moindre explication satisfaisante à l'absence d'élément probant, la partie défenderesse était en droit de procéder à l'examen de la cohérence et de la plausibilité de ses déclarations, ainsi que de sa crédibilité générale, ce qui implique nécessairement une part de subjectivité, laquelle est admissible pour autant qu'elle soit raisonnable et qu'elle prenne dûment en compte les informations pertinentes disponibles concernant le pays d'origine de la partie requérante ainsi que son statut individuel et sa situation personnelle.

A cet égard, le Conseil relève le caractère très imprécis et inconsistants des déclarations du requérant concernant les aspects centraux de son récit. Ainsi, la partie requérante n'est pas parvenue à convaincre des débordements survenus à l'occasion d'un match de football, de l'arrestation subséquente de plusieurs jeunes anglophones et des recherches supposément menées à son encontre dès lors qu'il est identifié comme étant l'initiateur de cette rencontre sportive.

A ces constats, s'ajoutent d'importantes invraisemblances que la partie défenderesse a valablement pu mettre en évidence, en particulier le fait que le requérant a demandé et obtenu un passeport auprès de l'ambassade du Cameroun en Belgique en 2021 ou encore la tardivité avec laquelle il a introduit sa demande de protection internationale, plusieurs années après son arrivée sur le territoire belge.

Par ailleurs, fort de sa compétence de pleine juridiction, le Conseil considère hautement invraisemblable que le requérant ait pu organiser une compétition sportive entre des militaires camerounais et des séparatistes anglophones, outre qu'il est impossible de croire que le requérant ignorait que les personnes qu'il présente comme des « amis », rencontrées lorsqu'il séjournait dans la zone anglophone et qu'il aurait invitées à jouer contre des militaires camerounais, étaient en réalité des activistes séparatistes ambazoniens.

Le Conseil estime que ces éléments constituent un faisceau d'éléments convergents, lesquels, pris ensemble, sont déterminants et permettent de fonder la décision attaquée, empêchant de tenir pour établis les faits invoqués par la partie requérante comme étant à l'origine de ses craintes de persécutions.

8. Le Conseil considère que la partie requérante n'avance, dans sa requête, aucun argument convaincant qui permette d'établir la crédibilité de son récit et le bienfondé des craintes alléguées. En effet, elle se contente tantôt de réaffirmer les faits tels qu'ils sont allégués par le requérant, tantôt d'avancer des explications factuelles ou contextuelles qui ne sont pas susceptibles de restaurer la crédibilité défaillante de son récit.

8.1. En particulier, la partie requérante considère que l'obtention d'un passeport ne permet pas de supposer automatiquement que le requérant ne craint pas les autorités de son pays d'origine². Elle soutient qu'un contact avec l'ambassade n'est en rien comparable avec un contact avec les autorités dans son pays d'origine et précise que le requérant souhaitait simplement pouvoir se déplacer librement sur le sol belge. En conséquence, elle reproche à la partie défenderesse d'avoir débuté l'analyse avec une présomption négative à son encontre, qui a nécessairement influencé son appréciation. De plus, elle estime que la tardiveté de l'introduction de sa demande de protection internationale ne jette pas non plus le discrédit sur la réalité de ses craintes. A cet égard, elle explique que le requérant n'avait pas connaissance des démarches adéquates à entreprendre, dès lors qu'il a vécu plusieurs années d'errance³.

Le Conseil n'est pas convaincu par ces explications, en particulier par celle qui justifie les démarches entreprises par le requérant auprès des autorités camerounaises pour l'obtention d'un passeport par sa volonté de se déplacer librement sur le sol belge. Le Conseil rappelle en effet qu'un tel document n'est pas nécessaire pour la libre circulation du requérant en Belgique et rejoint par conséquent la partie défenderesse lorsqu'elle considère que de telles démarches entrent en contraction et paraissent peu cohérentes par rapport aux déclarations du requérant selon lesquelles il ne peut pas rentrer dans son pays d'origine parce qu'il y serait activement recherché par ses autorités ; la partie défenderesse a dès lors pu considérer, sans commettre d'erreur d'appréciation, que le fait, pour le requérant, de s'adresser à ses autorités nationales depuis le pays où il a trouvé refuge pour obtenir de celles-ci un passeport est incompatible avec l'existence, dans son chef, d'une crainte fondée de persécution dès lors qu'il fait reposer cette crainte sur les intentions de ces mêmes autorités à son égard. Quant aux reproches émis par la partie requérante selon lesquels la partie défenderesse est partie avec une présomption d'absence de crédibilité des faits du simple fait que le requérant a introduit tardivement sa demande de protection internationale ou qu'il a sollicité les autorités camerounaises pour l'obtention d'un passeport, le Conseil considère, après une lecture attentive du dossier administratif, qu'ils ne sont pas établis. En tout état de cause, le Conseil rappelle que la décision attaquée n'est pas motivée par le seul constat de la tardiveté avec laquelle le requérant a introduit sa demande de protection internationale en Belgique ni par celui des démarches entreprises par le requérant auprès de l'ambassade du Cameroun mais également par de nombreuses invraisemblances et inconsistances majeures qui, prises ensemble, contribuent et suffisent à remettre en cause la réalité du récit présenté et le fondement des craintes alléguées.

8.2. Ensuite, la partie requérante constate que la partie défenderesse ne remet pas en cause les événements tels que décrits par le requérant qui ont causé sa fuite du Cameroun, à savoir le fait qu'il ait été en contact avec des jeunes anglophones à Tiko, qu'il a organisé un match de football entre ces jeunes et des militaires francophones, qu'une bagarre a éclaté, qu'un civil a été tué au cours de celle-ci, que des arrestations ont eu lieu, et que le requérant est recherché depuis lors par les autorités camerounaises. Elle soutient que le requérant est assimilé par les militaires francophones aux jeunes anglophones qui ont commis les faits et qu'il est tenu responsable de cette bagarre. Elle soutient également que le requérant est accusé par les jeunes anglophones de faire partie du camp des militaires en raison du fait qu'il est francophone. Elle constate, en conséquence que des opinions politiques lui sont imputées par les deux camps⁴. Elle ajoute que la famille du requérant est désormais réfugiée dans un petit village loin de leur village d'origine et invoque la crainte d'une détention arbitraire et d'un jugement disproportionné.

Le Conseil rappelle que, pour sa part, quoiqu'il en soit des motifs développés dans la décision attaquée, il ne croit absolument pas aux faits tels qu'ils sont invoqués par le requérant à l'appui de sa demande de protection internationale.

A cet égard, le Conseil rappelle que, dans le cadre d'un recours en plein contentieux, il jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...] Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général [...]

² Requête, p. 5

³ Requête, p. 6

⁴ Requête, p. 11

s'est appuyé pour parvenir à la décision : la compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...] » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du contentieux des étrangers, Exposé des motifs, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

Ainsi, en l'espèce, le Conseil estime que l'absence de tout commencement de preuve ainsi que les déclarations lacunaires du requérant associées à l'existence d'in vraisemblances majeures tirées de la nature du récit lui-même et du comportement du requérant depuis qu'il est en Belgique, constituent un faisceau d'indices concordants qui permet à suffisance de considérer que le récit livré par le requérant à l'appui de sa demande de protection internationale n'est pas crédible et que les craintes alléguées ne sont, dès lors, pas fondées.

8.3. La conviction du Conseil à cet égard est renforcée par le fait que, soucieux de permettre à la partie requérante de s'expliquer sur les invraisemblances de son récit, le Conseil a pris soin de l'interroger et de la confronter à celles-ci lors de l'audience du 11 octobre 2024. Or, par ses déclarations en réponse aux questions qui lui ont été posées à cette occasion, le requérant n'a apporté aucune explication convaincante, affirmant qu'il ne se souvenait de rien et réitérant qu'il ne savait pas que les jeunes qu'il a invités à participer à un match de football contre des policiers étaient des séparatistes ambazoniens.

Dans ces circonstances, et dès lors qu'il ne tient pas les faits pour établis, le Conseil observe que la crainte du requérant de subir un jugement disproportionné et des conditions de détention inhumaines et dégradantes au cours d'une détention arbitraire n'est ni établie ni fondée.

8.4. Enfin, la partie défenderesse justifie certaines imprécisions par le délai qui s'est écoulé depuis les faits allégués, soit près de dix ans, du jeune âge du requérant et du fait qu'il ignorait que ce groupe de jeune anglophones était violent⁵.

Le Conseil n'est pas convaincu par ces explications et considère qu'il est raisonnable de penser qu'une personne placée dans les mêmes circonstances que celles invoquées par le requérant aurait été capable de répondre avec force conviction, de consistance et de spontanéité aux questions posées par la partie défenderesse. En effet, le Conseil observe que ces questions ont porté sur des événements que le requérant a personnellement vécus et qui sont à la base de sa demande de protection internationale, de sorte qu'en dépit du délai écoulé, de son jeune âge ou du fait qu'il ignorait les pratiques des jeunes invités, ce qui au demeurant est peu crédible, celui-ci aurait dû être en mesure de livrer des informations précises et circonstanciées, *quod non*, ses propos ne reflétant aucun sentiment de vécu. En particulier, le Conseil considère les propos lacunaires tenus par le requérant sur les supposées menaces et recherches lancées à son encontre, ainsi que le fait qu'il n'ait pas tenté d'obtenir des informations précises à ce sujet, empêchent raisonnablement de croire au bienfondé des craintes alléguées.

9. Par ailleurs, la partie requérante sollicite le statut de protection subsidiaire.

9.1. Tout d'abord, dans la mesure où le Conseil estime que les faits invoqués par la partie requérante pour se voir reconnaître la qualité de réfugié manquent de crédibilité, il n'aperçoit en l'espèce aucun élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, le requérant encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980.

En outre, dans la mesure où le requérant n'établit pas la réalité des poursuites ni celle des menaces et persécutions invoquées à l'appui de sa demande de protection internationale, le Conseil considère que les questions relatives à la protection des autorités, à l'accès à un système judiciaire effectif et à la surpopulation carcérale revêtent un caractère superfétatoire⁶.

9.2. Ensuite, le Conseil constate que la partie requérante ne développe aucune argumentation qui permette de considérer que la situation dans la région francophone du Cameroun, en particulier à Douala où le requérant est né et à Kompina où il a établi sa dernière résidence, correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit, pour sa part, aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire qu'elle serait exposée, en cas de retour dans la région francophone du Cameroun, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens dudit article.

10. Entendue à sa demande conformément à l'article 39/73, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante n'apporte pas d'éléments utiles différents des écrits de la procédure.

⁵ Requête, p. 12

⁶ Requête, pp. 13 et 17

11. Il en résulte que la partie requérante n'établit pas l'existence, dans son chef, d'une crainte de persécution ou d'un risque réel d'atteintes graves, en cas de retour dans son pays.

12. Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond de la demande. Il n'y a par conséquent pas lieu d'examiner plus avant les arguments de la requête relatifs à l'absence de protection effective, qui sont surabondants, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion, à savoir l'absence de crédibilité du récit.

Le Conseil rappelle à cet égard que dans le cadre de la compétence de pleine juridiction qu'il exerce au contentieux de l'asile, il est amené à soumettre l'ensemble du litige à un nouvel examen et à se prononcer par un arrêt dont les motifs lui sont propres et qui se substitue intégralement à la décision attaquée. Il en résulte que l'examen des vices éventuels affectant cette dernière au regard des règles invoquées en termes de moyen, a perdu toute pertinence.

13. Au surplus, concernant l'invocation de la violation de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après dénommée « Convention européenne des droits de l'homme »)⁷, le Conseil rappelle que, dans le cadre de sa compétence de pleine juridiction qu'il tient de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, il est compétent pour statuer sur les recours introduits, comme en l'espèce, à l'encontre des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. A cet effet, sa compétence consiste à examiner si la partie requérante peut prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à l'octroi de la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi et non à se prononcer sur la légalité d'une mesure d'éloignement du territoire. Le Conseil n'étant pas saisi d'un recours contre une telle mesure, il n'est dès lors pas compétent pour statuer sur une éventuelle violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Par conséquent, le moyen est irrecevable. Par ailleurs, le Conseil souligne que le rejet d'une demande de protection internationale ne libère pas pour autant les autorités belges du respect des obligations internationales qui découlent notamment de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Toutefois, le moyen pris d'une violation de cette disposition ne pourrait être examiné que s'il était dirigé contre une mesure d'éloignement, soit dans une hypothèse différente de celle soumise en l'espèce au Conseil.

14. Enfin, le Conseil, n'apercevant aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a rejeté la demande de protection internationale. Il n'y a donc pas lieu de répondre favorablement à la demande d'annulation de la décision attaquée formulée dans le recours⁸.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La partie requérante n'est pas reconnue réfugiée.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix décembre deux mille vingt-quatre par :

J.-F. HAYEZ,

président de chambre,

M. BOURLART,

greffier.

Le greffier,

Le président,

⁷ Requête, p. 15

⁸ Requête, p. 18

M. BOURLART

J.-F. HAYEZ